

## Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2012

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

#### Une activité économique qui peine à se redresser

Si l'activité économique de l'archipel est en retrait sur le trimestre, ce repli est essentiellement saisonnier, le gel de l'activité du BTP pendant l'hiver ayant toujours des répercussions significatives sur la conjoncture en raison du poids de ce secteur dans l'économie locale. Les évolutions sont, en revanche, proches de celles enregistrées les années précédentes à la même période de l'année.

Le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une nette progression saisonnière sur le trimestre, mais reste inférieur au niveau enregistré les années précédentes au premier trimestre. La consommation des ménages enregistre un certain essoufflement et l'investissement des entreprises ralentit.

Le secteur de la pêche connaît des difficultés ; la pêche industrielle, dont la saison s'étend de novembre à mars, a souffert de la fermeture de la principale usine de transformation des produits de la mer. La baisse significative des prises se répercute sur le montant des exportations, essentiellement composées de morues.

Ce trimestre est toutefois caractérisé par des résultats encourageants de l'activité touristique, avec une progression du nombre d'entrées de visiteurs, en particulier de ressortissants canadiens. Cette évolution résulte notamment de la récente opération de communication lancée par le Comité régional du tourisme dans les provinces atlantiques du Canada.

#### LA CONJONCTURE ECONOMIQUE CANADIENNE DEMEURE SATISFAISANTE

**L'indice des prix à la consommation canadien poursuit son ralentissement** et atteint 1,9 % en mars 2012 en glissement sur un an, soit 0,4 point de moins qu'au trimestre précédent. Ce mouvement est principalement lié à une hausse moins rapide des prix de l'énergie (+5,1 % en mars 2012 contre +6,0 % en décembre 2011) ainsi qu'à une progression moindre des prix des produits alimentaires (+2,2 % en mars 2012 contre +4,4 % en décembre 2011).

Après une légère progression à la fin de l'année 2011, **le taux de chômage diminue**, passant de 7,5 % de la population active en décembre 2011 à 7,2 % en mars 2012. Les catégories traditionnellement les plus touchées par le chômage (jeunes et plus de 55 ans) sont les principaux bénéficiaires de cette baisse.

**La balance commerciale affiche toujours un solde positif** de 352 millions de dollars en mars 2012, mais en retrait par rapport à décembre 2011. Les exportations reculent en raison de la baisse des produits énergétiques et de l'automobile. Dans le même temps les importations restent stables.

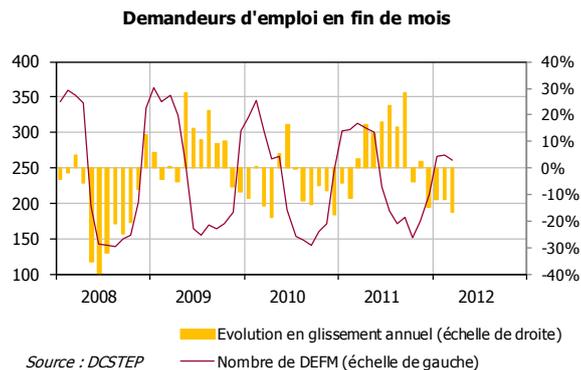
Dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, l'indice des prix à la consommation ralentit pour atteindre 2,5 % en mars 2012 contre 3,2 % en décembre 2011. Le taux de chômage progresse pour se situer à 13,0 % de la population active en mars 2012, soit 0,2 point de plus qu'en décembre 2011. Terre-Neuve-et-Labrador conserve le taux de chômage le plus élevé des provinces Atlantiques.

## Légère amélioration de la situation de l'emploi sur un an

L'archipel compte 261 demandeurs d'emplois en catégorie 1 en mars 2012, un niveau particulièrement bas pour un premier trimestre. Par rapport à la même période de l'année précédente, la baisse est de 53 personnes (-17 %), dont plus de la moitié travaillant dans le secteur du BTP.

Sur le trimestre, le nombre d'inscrits progresse en raison des conditions climatiques hivernales difficiles qui affectent l'activité de certains secteurs, en particulier celui du BTP. Si la part des hommes parmi les demandeurs d'emploi progresse mécaniquement pour atteindre 61 % en mars 2012, cette proportion est inférieure à celle enregistrée en mars de l'année précédente (65 %).

Le chômage de longue durée reste la principale préoccupation de l'archipel avec 42 personnes enregistrées en mars 2012, en hausse sur un trimestre (32 personnes en décembre 2011) mais également sur un an (33 personnes en mars 2011). Les chômeurs de longue durée représentent ainsi 16 % des demandeurs d'emploi contre moins de 11 % à la même période de l'an passé.



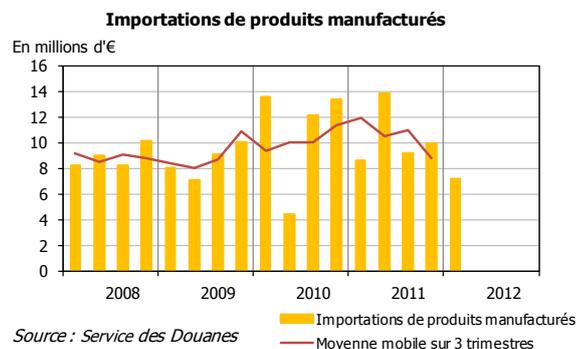
## Ralentissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages présente des signes d'essoufflement.

Les importations de biens manufacturés diminuent de 27,6 % sur le trimestre et de 16,4 % sur un an. Les importations de produits alimentaires se contractent de 28,3 % par rapport au trimestre précédent et leur progression de 7,5 % en valeur sur un an ne doit pas occulter le recul des quantités importées sur la même période.

Les immatriculations de véhicules de tourisme reculent significativement sur le trimestre mais leur nombre est similaire à celui des années précédentes à cette même période de l'année.

Les crédits à la consommation des ménages progressent de 0,7 % sur le trimestre et de 2,5 % sur un an.



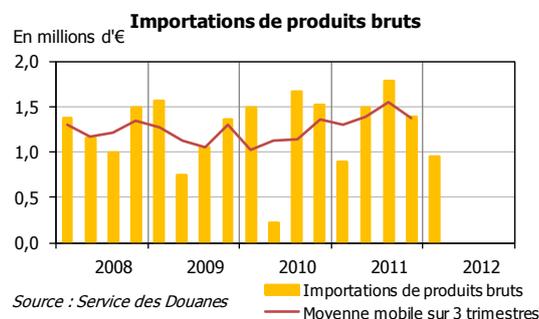
## Recul de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises enregistre un repli.

Les importations de produits bruts se contractent de 31,1 % par rapport au trimestre précédent. Elles restent sensiblement inférieures aux montants enregistrés les années précédentes à la même période, à l'exception de 2011 marqué par un niveau particulièrement bas de ces importations.

Les immatriculations de véhicules utilitaires affichent une diminution de 3 véhicules par rapport au trimestre précédent et de 6 sur un an pour s'établir à 22 véhicules au premier trimestre.

L'évolution des crédits d'investissement connaît une orientation légèrement défavorable puisque l'encours recule de 2,2 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an la tendance s'inscrit en retrait de 3,0 %.

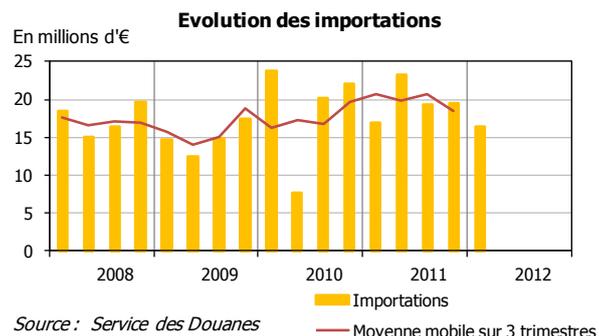


## Légère diminution du montant des importations

Les importations reculent de 16,2 % par rapport au quatrième trimestre malgré une dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien (-2,7 % entre décembre 2011 et mars 2012) et s'élèvent à 16,4 millions d'euros. Ce montant est en revanche sensiblement identique à celui enregistré l'année dernière à la même période de l'année.

Les exportations totales de l'archipel approchent les 640 000 euros mais restent inférieures aux 940 000 euros enregistrés le trimestre précédent. Sur un an, les exportations reculent de 20 %.

Parmi les produits de la mer exportés par l'archipel ce trimestre, la morue occupe une place prépondérante (86% du total), le flétan et la coquille Saint-Jacques ne représentant respectivement que 6% et 8% de la valeur totale des produits exportés.

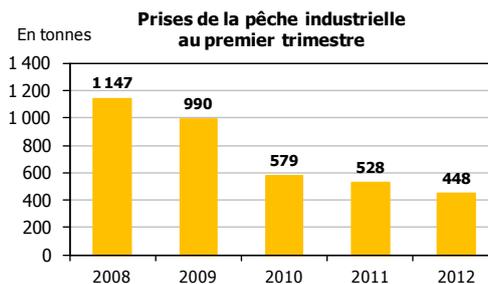


## LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Baisse des prises de la pêche industrielle

Pour la quatrième année consécutive, les prises de pêche industrielle sont en baisse au premier trimestre : elles reculent de 15,2 % sur un an. Cette diminution est cependant moins marquée pour les prises de morue, qui se contractent de 10,8 %.

Sur l'ensemble de la saison, 816 tonnes de produits de la mer ont été prélevées, soit 24,4% de moins que la saison précédente. La fermeture de la principale usine de transformation de produits de la mer de Saint-Pierre, qui avait provoqué une diminution sensible des captures de la pêche artisanale, s'est également répercutée sur les prises de la pêche industrielle.

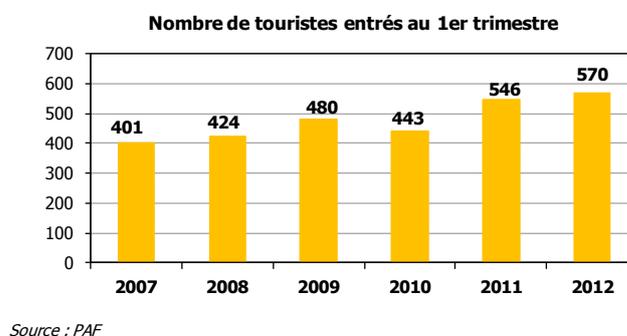


En ce qui concerne la pêche artisanale, la saison se concentre entre avril et novembre, ce qui explique la quasi-inexistence de prises au premier trimestre.

### Amélioration de l'activité touristique

Avec 570 entrées de passagers, l'activité touristique enregistre une progression de 4,4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les passagers en voyage d'affaires, traditionnellement majoritaires à cette période de l'année, augmentent de 3,5 % pour atteindre 299 personnes.

Les entrées de touristes au premier trimestre se répartissent de manière équilibrée entre les voyageurs de nationalité canadienne et ceux de nationalité française. Si le nombre de passagers français reste stable (277 personnes en 2012 contre 279 en 2011), le nombre de visiteurs en provenance du Canada passe, en revanche, de 221 à 280 personnes. Cet attrait pour l'archipel confirme la tendance observée l'an passé à la même période. Le nombre d'entrées de Canadiens au premier trimestre a ainsi doublé en deux ans, traduisant la volonté du Comité régional du tourisme de promouvoir l'archipel par des opérations de communication dans les provinces atlantiques voisines.



Le nombre d'entrées de Canadiens au premier trimestre a ainsi doublé en deux ans, traduisant la volonté du Comité régional du tourisme de promouvoir l'archipel par des opérations de communication dans les provinces atlantiques voisines.

## LEGER REDRESSEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale montre de légers signes de redressement. Les économies avancées restent marquées par l'atonie des marchés du travail et de l'immobilier résidentiel mais le dynamisme des pays émergents apporte une contribution importante à la croissance mondiale. L'inflation demeure contenue dans les économies avancées et fléchit dans les économies émergentes.

Aux États-Unis, la croissance économique ralentit (+0,5% au premier trimestre après +0,7 % au trimestre précédent). Le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a maintenu ses taux inchangés, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

En Europe, le PIB reste stable par rapport au trimestre précédent tant pour la zone euro que pour l'UE27. Sur l'ensemble de l'année, le PIB stagne dans la zone euro (+0,1 % pour l'UE27). Un redressement progressif est attendu dans le courant de l'année, soutenu par la demande étrangère, le niveau très bas des taux d'intérêt à court terme et les mesures adoptées pour favoriser le bon fonctionnement de l'économie de la zone. Toutefois, les tensions sur les marchés de la dette souveraine, le processus d'ajustement des bilans dans les secteurs financier et non financier et le niveau élevé du chômage devraient continuer de freiner la dynamique de la croissance. La hausse des prix (IPCH) dans la zone euro s'établit à 2,7% en mars, soit le même niveau qu'en décembre. La BCE a maintenu ses taux directeurs inchangés.

En France, le PIB est stable, après +0,1 % au quatrième trimestre. Ce ralentissement provient d'une consommation des ménages atone et de dépenses d'investissement en repli.